

ARMES



50 %

La politique d'armement de Belfius a fait l'objet d'un examen approfondi en 2021 et il est clair que cette politique n'en est qu'à ses balbutiements.

La banque respecte la loi belge en n'investissant pas dans des armes controversées telles que les armes à sous-munitions, les mines antipersonnel, les armes biologiques et chimiques. La banque exclut également complètement les armes nucléaires. Elle finance des marchandises à double usage (à la fois militaires et civils) uniquement s'il s'agit clairement de marchandises non militaires.

Belfius limite ses transactions d'armement avec les gouvernements à une zone géographique spécifique (l'UE, la Suisse, la Norvège, le Royaume-Uni, les États-Unis et le Canada). Enfin, la banque n'a aucun garde-fou en place pour les livraisons dans les zones sensibles.

BONUS ET  
RÉMUNÉRATION



45 %

La politique de bonus de Belfius est faible.

En 2020, la direction de Belfius a reçu un bonus de 30 % de son salaire. Pour les autres dirigeants, cette prime était légèrement inférieure, mais Belfius ne précise pas de combien. Le conseil d'administration ne perçoit aucun bonus. Le bonus maximum qu'une personne peut recevoir chez Belfius est de 50 % du salaire.

Ces primes sont en partie liées à des objectifs à long terme. La banque peut également en réclamer le remboursement si elles ont été attribuées à tort. Belfius manque encore de transparence sur le mode de calcul des bonus et octroie également des bonus assez élevés.

CHANGEMENT  
CLIMATIQUE



52 %

La politique climatique de Belfius reste modérée.

La banque ne communique pas à propos des émissions de CO2 de son portefeuille et de ses crédits. Belfius ne finance pas de nouveaux projets liés à la production et à l'extraction de pétrole, de charbon et de gaz. Mais les entreprises qui utilisent des combustibles fossiles peuvent toujours obtenir un financement, du moment qu'elles disposent de projets verts axés sur la transition.

Pour ses investissements, Belfius refuse les entreprises qui tirent plus de 10 % de leurs revenus du charbon.

CORRUPTION



69 %

La politique de Belfius en matière de corruption obtient des scores modérés.

Pour éviter la corruption interne, Belfius respecte les accords internationaux. La banque prend des mesures pour prévenir la corruption, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

La banque n'a pas de règles propres pour lutter contre la corruption dans les organisations et les entreprises qu'elle finance.

DROIT DU TRAVAIL



39 %

La politique de Belfius en matière de droit du travail reste insuffisante.

La branche assurance de Belfius n'investit que dans des entreprises respectant les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT). D'autre part, lors de l'octroi de prêts, la banque ne se réfère en aucune façon à ces droits du travail.

Détails :

Dans étude de FairFin en 2021, Belfius est apparu comme un financeur important des entreprises impliquées dans toutes sortes d'abus dans le secteur du cacao. Les politiques de Belfius sont encore clairement insuffisantes pour prévenir efficacement les abus dans les chaînes d'approvisionnement des entreprises financées par la banque, tels que le travail des enfants, l'exploitation et l'accaparement des terres.

DROITS HUMAINS



43 %

En 2022, Belfius a publié pour la première fois une politique spécifique en matière de droits humains. Cela a amélioré le score, mais la politique de la banque reste insuffisante.

Dans sa nouvelle politique, Belfius indique clairement qu'elle applique les différents principes des Nations unies telles que le Pacte mondial et les Principes directeurs des Nations unies. Belfius attend également des entreprises financées par la banque qu'elles respectent les mêmes principes.

C'est un bon point de départ. Cependant, il y a encore un manque d'interprétations concrètes des principes. Rien ne permet à la banque de s'assurer que ses normes soient respectées.

Détails :

En septembre 2021, la coalition internationale Don't Buy Into Occupation a publié un rapport montrant que Belfius finance à hauteur de 311 millions d'euros des entreprises actives dans les colonies israéliennes illégales en territoire palestinien. Ces colonies sont considérées comme des crimes de guerre par le droit international. Les entreprises qui y opèrent courent un risque énorme de participer à des violations des droits humains.

## ÉGALITÉ DES SEXES



35 %

La politique d'égalité hommes-femmes de Belfius est faible. En interne, un peu plus de trois cadres sur dix sont des femmes. La banque a établi des règles claires à cet égard. Belfius ne s'intéresse pas à l'égalité hommes-femmes dans les entreprises dans lesquelles elle investit.

## FISCALITÉ



47 %

La politique fiscale de Belfius devient un peu plus contraignante, mais reste modérée. La banque rend compte de ses paiements d'impôts dans chaque pays où elle opère. Dans un document public, Belfius précise qu'elle ne soutient pas les entreprises qui se soustraient à l'impôt. La banque ne soutient pas non plus les structures complexes qui conduisent à un avantage fiscal injustifié. La banque n'a pas d'exigences supplémentaires en matière d'évasion fiscale pour les organisations et les entreprises dans lesquelles elle investit.

## NATURE



25 %

La politique environnementale de Belfius laisse beaucoup à désirer. Il n'y a pas de politique générale de protection de la nature par le financement ou le crédit. La branche assurance de la banque exclut les entreprises qui sont controversées en raison, par exemple, de leur soutien à la déforestation ou de leur effet négatif sur la biodiversité. Pourtant, la politique environnementale d'une entreprise ne fait pas l'objet d'une surveillance.

### Détails :

FairFin montre en octobre 2021 comment Belfius cofinance la distribution de plastique jetable. Ce plastique omniprésent est extrêmement nocif pour l'environnement, le climat et notre santé. Belfius a investi plus de 400 millions d'euros dans certains des plus grands utilisateurs de plastiques à usage unique tels que Coca-Cola et Unilever.

En avril 2021, FairFin a publié un rapport montrant que Belfius a financé des multinationales du secteur du cacao pour plus de 200 millions d'euros. La déforestation à grande échelle des forêts protégées est un problème connu depuis des décennies dans les chaînes d'approvisionnement des géants du cacao tels que Nestlé. Ces entreprises sont toutefois financées par Belfius.

## TRANSPARENCE



52 %

La politique de transparence de Belfius reste médiocre. Belfius dispose d'un service de plaintes pour les employés, les clients et les non-clients. Les auditeurs de Deloitte vérifient la politique de développement durable de Belfius. Ils tiennent compte des normes de la Global Reporting Initiative. Reste à savoir si Belfius engagera des discussions avec les entreprises sur les questions de développement durable. Des rapports clairs à ce sujet seraient un grand pas en avant.